

OMNES

"LES NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSE"

Lundi 19 avril 2010

Exposé de **Xavier Timbeau**, Directeur Analyse et prévention de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques)

(La conférence est ouverte à 14 h 15 et animée par M. Bour et M. Cadorel.)

M. CADOREL. - Bonjour à tous.

Nous avons pu récupérer tous nos intervenants, malgré les problèmes de transport et les péripéties liées à ce nuage de cendres volcaniques qui mettent malheureusement en péril les compagnies aériennes. Nous allons donc pouvoir débiter notre conférence, à laquelle je vous remercie d'être venus nombreux.

Il s'agit de la cinquième conférence d'OMNES. La dernière concernait *Les nouveaux modèles du transport aérien*. Vous pouvez consulter la brochure de notre avant-dernière conférence, *Être bien au travail*.

OMNES est une association de dix syndicats d'Air France, rejoints par neuf syndicats de KLM. Son Président fondateur est Alain Dubourg. Il a créé OMNES en 1995 et nous fait l'amitié d'être présent aujourd'hui. J'ai repris la présidence à son départ en retraite.

Sont présents dans la salle des administrateurs d'OMNES : Philippe Schafer, Christian Magne et Jean-Denis Bour.

Le thème de cette conférence a été décidé par le Conseil d'administration, sous l'impulsion de Jean-Denis Bour. *Les nouveaux indicateurs de richesse*, ce n'est pas un thème nouveau, puisque, dès les années 70, le principal indicateur de richesse était le fameux PIB. Il n'y a pas eu grand-chose d'autre dans ce domaine entre 1970 et 1980, mais, à partir des années 90, ont réussi à émerger quelques indicateurs de richesse complémentaires. Nous en possédons donc des plus variés maintenant et nos intervenants vont nous en parler.

L'origine de cette conférence a été le fameux rapport **Stiglitz**, commandé par le Président **Sarkozy** en 2008 et remis en juillet 2009. Nous trouvons intéressant de l'évoquer, même si, depuis, il a été un peu "mis sous le boisseau". Des échanges et des débats publics ont eu lieu sur ce sujet, mais, depuis la sortie du rapport, il est un peu tombé aux oubliettes.

Notre premier intervenant est **Xavier Timbeau**, qui nous avait déjà fait l'amitié d'intervenir à OMNES en 2006. Il est économiste, professeur à Sciences Politiques et il travaille à l'OFCE, l'Observatoire français des conjonctures économiques, un institut fonctionnant avec Sciences Politiques et les services du Premier Ministre. C'est bien cela Mr Timbeau ?

M. TIMBEAU. - Il fonctionne avec Sciences Politiques, mais c'est un institut indépendant, recevant un financement du Ministère de la Recherche. Il ne travaille pas du tout avec les services du Premier Ministre.

M. CADOREL. - Ne fonctionne-t-il pas comme l'IRES* ?

M. TIMBEAU. - À l'origine, le financement transitait par les services du Premier Ministre. Aujourd'hui, c'est un peu plus clair et il est financé, d'un côté, par le Ministère de la Recherche, exactement comme les universités et, d'un autre côté, de manière totalement indépendante.

Parfois, le Premier Ministre pense que nous travaillons contre lui plutôt que pour lui.

M. CADOREL. - Votre axe de recherche demeure l'économie en France et à l'étranger.

M. TIMBEAU. - La mission de l'OFCE est d'animer le débat public en économie. Le travail que j'accomplis dans le département que je dirige à l'OFCE est un travail d'analyse de la conjoncture et de la politique économique, évidemment centré sur les conséquences pour la France, mais qui implique et nécessite une analyse européenne et mondiale des tendances conjoncturelles et des éléments de politique économique.

Nous effectuons souvent à l'OFCE de l'économie appliquée, dans le sens où nous la faisons avec beaucoup de soins, contrairement à tous les autres !... C'est parfois un peu scolaire et laborieux, mais toujours appliqué.

* IRES Institut de Recherches Economiques et Sociales

M. CADOREL. - Vous publiez des documents comme celui que je montre.

M. TIMBEAU. - Nous sommes en train de travailler sur la version 2011.

Par ailleurs, l'OFCE publie une revue, disponible sur Internet gratuitement, dans laquelle sont présentées de nombreuses analyses sur des questions allant de la taxe carbone aux questions européennes ou aux perspectives de conjoncture pour la France dans les mois et trimestres qui viennent. Elle devrait paraître dans une dizaine de jours. Et je vous invite à aller visiter le site Internet de l'OFCE.

M. CADOREL. – Toutes les interventions seront également sur notre site OMNES.

M. **Timbeau** était le rapporteur de la commission Stiglitz. Je pense donc que, dans son exposé, il nous expliquera le pourquoi, le comment et les solutions proposées.

La deuxième intervenante sera **Géraldine Thiry**, doctorante en économie à l'université de Louvain. En 2009, a eu lieu la création de FAIR, Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse. Il nous semblait donc intéressant d'avoir une version plus rénovée des indicateurs plus ou moins contestés et contestables depuis quelques années. La polémique pouvait se révéler intéressante.

Le troisième intervenant va vous être présenté par **Jean-Denis Bour**.

M. BOUR. - J'ai rencontré **Yannick Roudaut**, il y a quelques semaines, à l'occasion d'une conférence touchant un peu au même sujet.

Yannick Roudaut est depuis dix-huit ans dans la finance. Il connaît bien le mal qui nous atteint en ce moment. Il n'a pas attendu 2008 pour prendre un tournant et a créé une société, Alternité, dont le nom est assez évocateur, sur laquelle il va vous donner davantage de détails.

Je suis un grand naïf et, ce matin, dans le RER, je me disais qu'un signe venait du ciel, voyant qu'il n'y avait pas d'avions (... !), et que nous devions arrêter un peu ce mouvement brownien et prendre le temps de réfléchir.

C'est un peu l'objectif de cette conférence, que nous prenions le temps de réfléchir : la croissance, combien de temps, jusqu'à quel niveau, comment ?...

Par ailleurs, si nous voulons aller vers autre chose que la croissance actuelle, quelles sont les clés que nous pouvons essayer de creuser pour voir, chacun dans sa vie quotidienne, professionnelle, syndicale et autre, comment nous pouvons contribuer à faire bouger les choses.

Mais je vais laisser **Yannick Roudaut** finir de se présenter.

M. ROUDAUT. -Aujourd'hui, au sein d'Alternité, nous effectuons de la sensibilisation à l'économie durable pour les dirigeants. Venant de la finance, je suis convaincu que nous ne ferons pas de développement durable si, économiquement et financièrement, ce n'est pas stable ni viable. Nous avons donc un parti pris très économique sur ces questions, en essayant de réfléchir à comment l'entreprise peut évoluer en tenant compte des pressions sociétales, environnementales et réglementaires, donc en ayant une vision la plus globale et systémique possible, sachant qu'aujourd'hui, de nombreuses petites entreprises vont dans cette voie.

Nous travaillons donc beaucoup avec des PME qui expérimentent de nouvelles manières de travailler et de s'organiser. Elles prouvent que c'est rentable, créateur d'emplois et que cela peut se faire en respectant aussi bien les aspects environnementaux que sociaux.

Telle est l'ambition d'Alternité.

Par ailleurs, j'ai été journaliste financier pendant un certain nombre d'années et je continue à publier des articles dans *Le Monde*, sur les questions de la finance durable.

Je vous parlerai tout à l'heure de ces investisseurs qui nous donnent de nouveaux indicateurs de richesse, car ils en attendent autre chose. Ils sont encore minoritaires, mais leur nombre augmente.

M. CADOREL. - Avant de laisser la parole à **Xavier Timbeau**, je vous fais circuler trois livres : celui de l'OFCE où travaille M. **Timbeau**, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, totalement dans la mouvance de Mme **Thiry**, et le livre de M. **Roudaut**.

Mme THIRY. - Je vous présente un article que j'ai co-écrit avec **Isabelle Cassiers**, professeur d'économie en Belgique, intitulé *Au-delà du PIB, réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte*. Il s'agit, dans un premier temps, d'un état des lieux des débats sur les indicateurs alternatifs au PIB et, dans un deuxième temps, d'une invitation à penser au-delà du rapport **Stiglitz**.

M. CADOREL. - Je vous propose de passer aux trois présentations, puis au débat. Merci encore à tous d'avoir accepté notre invitation.

Xavier Timbeau,
Directeur Analyse et prévention de l'OFCE

M. TIMBEAU. - J'ai peu de temps pour faire le tour de la question, c'est donc un peu compliqué, car il faut évoquer la Commission Stiglitz, le rapport et le travail effectué au sein de cette Commission.

Il s'agit, un peu pompeusement, d'un travail de recherche. En ce sens, le rapport ne contient pas une liste de choses à appliquer ou de mesures à prendre. Il s'agit d'une contribution à un débat qui préexistait à la Commission et qui continuera après.

Comme toute contribution à un débat, il y a une partie d'absorption et de synthèse de ce qui est déjà connu et une autre de positionnement d'éléments nouveaux. Quoi qu'il en soit, cela reste un travail de recherche au sens académique du terme, parfois difficile, abstrait, et un peu en recul de la réalité, semble-t-il.

Je vais vous donner quelques éléments pour vous montrer qu'il est au contraire très profondément ancré dans la réalité et qu'il est probablement, par rapport à la science économique aujourd'hui, le "chaînon manquant" entre la réalité et l'économie, lequel a été oublié.

Il s'agit donc d'un travail important, qui n'est pas simplement une histoire de statistiques et de comptable.

Le premier transparent évoque un élément important : le PIB, la mesure de la production et la construction de l'appareil statistique derrière n'est pas quelque chose dont il faut se débarrasser. Cette construction n'est pas mal faite, mal conçue ou aujourd'hui obsolète. Elle reste extrêmement importante. Elle a été effectuée au lendemain de la crise de 1929 et l'effort a été, plus particulièrement fourni au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, précisément pour répondre au déficit d'information issu de la crise de 1929 et à l'incapacité dans laquelle s'étaient trouvés les Gouvernements de réagir et d'interpréter l'état de l'économie.

L'interrogation qui s'était posée alors était, d'une part, d'avoir des chiffres, des statistiques en grande masse, mais également, et c'était encore plus important, d'avoir une vision cohérente de cette grande masse, donc de donner de l'ordre et de la signification à tout cela, pour pouvoir comprendre.

Des chiffres, on en avait. On mesurait le prix du blé sur les places de marché. Les séries de prix du blé dataient de plusieurs décennies, voire de siècles. Cependant, vous pouvez avoir des clés USB remplies de prix de blé, cela ne vous donne aucune indication sur la manière donc l'économie fonctionne.

Il fallait donc construire un cadre, lequel l'a été avec une idée principale : lorsque l'on mesure la production dans une économie de marché, on mesure quelque chose qui approche le bien-être. Le raisonnement derrière est un peu technique et sophistiqué. Je vais essayer de vous le faire "toucher du doigt".

Il y a donc derrière, une construction intellectuelle extrêmement sophistiquée et abstraite, reposant sur des hypothèses discutables, mais dont l'avantage est d'être une construction intellectuelle concrète.

L'un des points importants est que le projet initial de construction du PIB, de mesurer la production comme indicateur du bien-être, a abouti à ce que le PIB mesure très bien la production et très mal le bien-être, ce qui a amené un certain nombre de conséquences à prendre en compte. Il faut comprendre et essayer d'avancer.

Un deuxième point très important est que l'information constitue un pouvoir. Nos amis du réseau FAIR ne le nieront pas. Tout d'abord, nous sommes abreuvés de statistiques et, en outre, simplement par le bruit de l'information, on peut "noyer le poisson" et donner corps et sens à une information, surtout lorsqu'elle se déverse plus comme une diarrhée que comme autre chose. C'est extrêmement important.

Par ailleurs, nous vivons dans un monde où nous sommes en permanence en train de comparer : la France d'aujourd'hui à celle d'hier, les États-Unis au Canada, la France au Danemark, etc. Nous n'arrêtons pas de comparer et généralement pour indiquer que c'était mieux avant ou ailleurs : nos retraites, notre dette publique... L'information est donc utilisée comme un élément de pression dans le débat politique.

Le troisième point est peut-être le plus important : la perception de la réalité dans un système complexe comme celui dans lequel nous vivons est impossible par les individus que nous sommes. Un exemple : votre beau-frère se trouve au chômage et vous dit qu'il ne trouve pas d'emploi. Comment juger, dans une réunion de famille un peu arrosée, si votre beau-frère est un feignant qui n'a jamais voulu chercher sérieusement un travail ou si les conditions économiques sont telles qu'il a beau chercher, il ne trouve pas d'emploi ?

Dans l'atmosphère de ce repas de famille, le fait de savoir s'il y a un chômage élevé ou pas, si nous sommes en crise économique ou pas, peut changer du tout au tout notre interprétation de la bonne ou de la mauvaise volonté de ce beau-frère à chercher du travail. Pour le juger, vous allez donc avoir besoin d'une information économique complexe, construite par un système dont vous ne comprenez ni les tenants ni les aboutissants, mais laquelle aura une répercussion sur votre vie de tous les jours.

Ce n'est pas que vous ne pouvez pas percevoir la réalité vous-mêmes parce que vous ne pouvez pas connaître la température moyenne à l'échelle du globe, parce que vous n'en faites pas vous-mêmes la mesure, mais le fait que l'absence de perception de la société dans laquelle vous vivez vous oblige à être « intermédiés » par un système complexe ; cette intermédiation vous conduisant à une vision différente de la situation que vous vivez ou que vivent vos proches.

L'information est donc extrêmement importante.

Un autre point est également important, même s'il est secondaire : toutes ces questions sur l'appareil statistique, l'information et l'information en économie ont connu un foisonnement intellectuel très fort après la crise de 1929 et la Seconde Guerre Mondiale, car il fallait, de manière opérationnelle, construire ces systèmes.

Au cours des années 1970, début des années 1980, les travaux sur ces questions se sont interrompus. À tel point qu'aujourd'hui, à un étudiant en économie de n'importe quelle université du monde, on ne lui expose pas le principe de construction du PIB. On lui raconte que c'est une histoire de comptables, avec des éléments pas très sympathiques, très rébarbatifs, sans aucun intérêt intellectuellement, qu'il s'agit d'un outil et dont on trouve les statistiques sur tel ou tel site Internet.

Cependant, ce que ces éléments signifient, la manière dont ils sont construits, quelles sont les hypothèses derrière et si ces éléments sont bien cohérents, plus personne ne travaille ni n'enseigne ces questions aujourd'hui.

Ainsi, le principal intérêt du travail réalisé à la Commission **Stiglitz** est probablement de ramener un peu d'attention sur ce sujet, certes parfois un peu technique, technocratique, statistique et comptable, mais qui, en fait, derrière, contient une vraie dimension politique.

J'aurais pu amener avec moi un ouvrage que je vous invite à vous procurer, publié chez Odile Jacob. Il s'agit du rapport, traduit en français, dont une importante partie a été rédigée dans une langue compréhensible et accessible. Si ces sujets vous intéressent, je vous invite à le lire.

Pourquoi le PIB est-il un indicateur de plus en plus mauvais ? Un exemple est toujours édifiant. C'est celui qui consisterait à imaginer une société ou une économie gouvernée par un dictateur, lequel décide que les personnes, dans cette économie, vont travailler à une seule chose, à savoir fabriquer des portraits de lui-même.

Puis, il va décider, car il est dictateur, que ces personnes vont, par ailleurs, dépenser leur salaire, celui qu'elles gagnent en fabricant ses portraits, à acheter ces mêmes portraits. Ainsi, cette économie très particulière vit dans une espèce d'illusion consistant à fabriquer des portraits du dictateur et à obliger les personnes qui les fabriquent à les acheter à un certain prix.

Si vous calculez le PIB de cette société, il peut se révéler très élevé. Il suffit que ces personnes fabriquent beaucoup de portraits, y passent beaucoup de temps et que l'on décide que ces portraits valent très cher puisqu'ils vont être de toute façon achetés.

Toutes les méthodes utilisées pour construire le PIB vont indiquer que cette société est riche. En fait, pour que le PIB soit un indicateur de la richesse, il faut mesurer la production sous une hypothèse très particulière, à savoir qu'en plus, les personnes doivent être libres de ce qu'elles font et que ce ne soit pas une dictature.

La différence entre l'économie de la France et d'un tel pays, ce n'est pas le temps passé à travailler, ni la valeur du travail, etc., c'est le fait que, dans un cas, les personnes sont libres ou pas d'acheter les portraits de qui elles veulent. Si elles préfèrent acheter ceux de **Carla Bruni** que ceux du dictateur, c'est leur choix et c'est ce qui va constituer leur richesse.

En fait, cette hypothèse "il faut que les personnes soient libres" n'est pas la seule nécessaire. Pour que cela fonctionne, d'autres sont nécessaires. Tout d'abord, les marchés doivent être concurrentiels et parfaitement concurrentiels.

Par ailleurs, ils doivent être ce que l'on appelle complets. Ainsi, que tous les produits que l'on est susceptible d'échanger puissent l'être sur des marchés, y compris les marchés dans le futur pour les produits dans le futur. A savoir qu'acheter une tonne de blé aujourd'hui ou dans six mois doit pouvoir se réaliser sur un marché. Dans ce cas, les marchés sont dits complets.

En outre, il faut qu'il y ait une information parfaite, à savoir que, chaque fois que vous achetez quelque chose, vous devez savoir exactement ce que vous achetez. Il ne doit donc y avoir aucune ambiguïté d'information entre ce que vous savez de ce que vous achetez et ce que le vendeur qui vous le vend lui-même pense de l'objet qu'il vous vend et de ce que vous pensez de cet objet. Par exemple, un marché dans lequel il n'y a pas d'information parfaite est celui de la vente d'occasion. En effet, vous achetez une voiture, vous en voyez le brillant, la propreté, et le vendeur sait très bien dans quel état est la boîte de vitesse et combien de kilomètres peut espérer parcourir la voiture. Vous réalisez donc une transaction dans un univers très complexe, par le fait qu'il n'y a pas symétrie d'information. Pour que l'économie fonctionne, il faut toujours une symétrie d'information. Il s'agit évidemment d'un cas théorique.

Par ailleurs, un autre élément est nécessaire, ce sont les droits de propriété parfaits, à savoir qu'il n'y a pas d'externalité. Ainsi, vos actions et les répercussions qu'elles peuvent avoir sur quiconque peuvent être l'objet d'une transaction. Par exemple, si vous organisez une fête chez vous et que vous faites du bruit, votre voisin a la possibilité de réclamer un dédommagement pour le bruit. Vous savez que vous allez devoir dédommager vos voisins si vous organisez une fête, au même titre que vous devez acheter de l'alcool ou payer un DJ pour la musique. Ces droits de propriété parfaits constituent évidemment une propriété abstraite qui n'existe pas.

En fait, lorsque ces conditions ne sont pas réunies, on se retrouve un peu dans le cas de la dictature, à savoir que le résultat de l'activité économique n'est pas ce qui approche le plus près du bien-être, mais qui nous rapproche de la dictature.

Nos amis gauchistes parlent de la dictature des marchés et il s'agit, au fond, d'une bonne image, car, dans ce cas, ce n'est pas forcément le pouvoir d'un dictateur qui s'exprime, mais le pouvoir de celui qui est du bon côté de la symétrie d'information, du bon côté de l'imperfection des droits de

propriété, du bon côté du pouvoir des marchés pas suffisamment concurrentiels, du bon côté de l'incomplétude des marchés, et qui va pouvoir en abuser et en profiter.

Au total, cela conduit à ce que, lorsque l'on mesure la production, on mesure quelque chose d'économiquement pertinent, car cela s'est produit et a donné lieu à des transactions et des échanges, mais qui, chaque fois qu'elle évolue, ne veut pas nécessairement indiquer que le bien-être individuel moyen de chacun s'est accru. Cela peut signifier, par exemple, que votre opérateur de téléphone ou votre compagnie aérienne a réussi à extraire plus d'argent de ses clients, sans leur apporter un service supplémentaire, en leur facturant plus cher, car ils ont réussi à accroître leur position de monopole, leur discrimination par les prix ou leur asymétrie d'information sur ce qu'ils leur vendaient et ce que les clients pensaient acheter.

L'idée est que l'on s'écarte de l'idéal. Une autre idée est que, plus cela va, plus on s'écarte de l'idéal. Nous sommes aujourd'hui dans un monde où toutes ces hypothèses sont finalement de moins en moins vérifiées.

Pourquoi ? Car nous bâtissons un monde de plus en plus complexe, reposant sur de plus en plus d'information, donc de plus en plus sur de l'asymétrie d'information. Les marchés financiers en sont un exemple extraordinaire.

Nous vivons dans un monde où les produits sont de plus en plus complexes et où la demande des consommateurs se tourne vers des produits eux-mêmes de plus en plus diversifiés, pour lesquels la composante de qualité est de plus en plus importante. Néanmoins, qui dit produits de plus en plus complexes et diversifiés, dit également potentiellement, pouvoir de marché de plus en plus important.

La discrimination par les prix a un bon côté (diversité des produits adaptés à plusieurs clients), et un mauvais côté (accroître le pouvoir de monopole sur les clients).

Enfin, les externalités constituent un élément aujourd'hui en train de nous submerger. Pourquoi ? Car nous sommes de plus en plus nombreux et de plus en plus riches sur une planète ayant la même taille. En 1820, sur la terre, nous étions un milliard. Aujourd'hui, nous sommes 6 milliards et, tous les quinze ans, il y a un milliard d'habitants en plus.

Or, entre le début de l'humanité et 1820, il y a eu en permanence très nettement moins d'un milliard d'habitants sur la terre. Le monde a donc changé. En outre, ce milliard d'habitants consomme, mange et pollue dans des proportions n'ayant rien à voir avec celles des temps passés.

Les externalités sont donc croissantes du fait de cette congestion que nous provoquons sur la terre.

Passons à un exemple que j'aime bien, à savoir la théorie que l'on appellerait *mainstream*, la théorie économique néo-classique. Celle-ci nous indique qu'en construisant les marchés financiers, nous nous sommes approchés d'un instrument, d'une institution des marchés financiers devant apporter la complétude de l'information et des marchés, car, avec les marchés financiers, ce qui est vendu chaque jour à la Bourse, ce sont des entreprises, aujourd'hui, demain, après-demain, jusqu'à la fin des temps.

Ainsi, lorsque vous achetez une action d'Air France, vous achetez un jugement de marché sur la rentabilité aujourd'hui d'Air France et dans les années à venir. En outre, vous pouvez comparer Air France à une autre compagnie aérienne, mais également à Microsoft.

Le marché financier est, ainsi, censé vous permettre de comparer des objets extrêmement différents, en tenant compte de tout ce que l'on sait sur eux, aujourd'hui et dans le futur, pour pouvoir déclarer une équivalence entre Air France et une autre entreprise.

Le marché financier est théoriquement un formidable instrument pour compléter les marchés, pour faire intégrer le futur dans le présent et transmettre une information considérable à chacun, en la résumant et la contractant dans, par exemple, le prix de l'action.

C'est la théorie. Quant à la pratique, elle apparaît sur le transparent à l'écran. Vous avez la valeur du patrimoine des ménages américains, exprimée en pourcentages de leurs revenus annuels. Ce

patrimoine est constitué de toute cette information future condensée dans un seul chiffre qui est la valeur de leurs possessions.

À quoi conduisent les marchés financiers ? Pendant une longue période de temps (le graphique va de 1952 à 2009), vous pouvez noter une relative stabilité de la valeur en question. En 2001 et en 2007, apparaissent ces "furieuses montagnes" qui constituent un emballement des marchés financiers qui se mettent à anticiper que le futur est bien plus intéressant que nous ne pouvions le penser et qui s'emballent à la hauteur, en l'occurrence, de 150 points de revenus annuels, soit une année et demi de revenus moyens des ménages américains. Puis, cet emballement disparaît aussitôt, lorsque la bulle éclate.

Vous pouvez d'ailleurs constater une étrange symétrie entre la bulle des années 2000 et celle que nous venons de traverser. Il s'agit, là, d'une répétition de l'histoire, mais avec une instabilité croissante qui est une nouveauté historique. Ces deux événements sont jumeaux, procèdent des mêmes causes et produisent les mêmes effets. Ils sont la mise en pratique de cette promesse de la complétude des marchés.

Vous voyez ce que cela donne : alors que les marchés sont censés être complets, globalisés, généralisés, et intégrer au mieux l'information, ils n'y arrivent pas, dans des proportions dramatiques. Ainsi, la boussole tourne en rond à une vitesse folle et, suivant le moment auquel vous la regardez, vous partez dans une direction ou une autre, mais jamais la même !

Je vous ai indiqué tout à l'heure que le PIB sert à déterminer le bien-être. Or, ce qui se passe dans les marchés financiers, c'est l'établissement des prix en général par une structure de marché. Et dans le PIB, on a besoin de cela pour tout.

Ainsi, lorsque cela ne fonctionne pas pour les marchés financiers, cela ne fonctionne pas pour le reste non plus. On ne sait donc pas si le chiffre mesuré dans le PIB est ce qui arrange tout le monde, comme cela devrait être le cas dans une économie concurrentielle, dans laquelle l'information est symétrique et parfaite. Ou si l'on est dans le cas de la dictature, pour laquelle, même si on ne sait pas qui est le dictateur, on sait qu'il s'agit de fabriquer des portraits et de forcer les personnes à les acheter, alors que ces portraits n'ont pas de valeur et ne servent à rien.

J'en arrive aux conséquences de cette incapacité de l'économie de marché et des marchés à nous fournir une information pertinente que nous pourrions collecter et construire dans un élément statistique. Nous sommes cependant obligés de continuer à collecter cette information relative à la production, car tout cela n'est pas virtuel. Nous continuons à collecter cette information, mais cela ne nous donne pas d'indication de savoir si les personnes sont contentes ou pas. Il faut donc aller voir si ces personnes le sont ou pas.

Aujourd'hui, lorsque le PIB augmente ou que l'on compare deux pays dont l'un a un PIB par habitant bien supérieur, rien n'indique que, dans le pays où les habitants sont plus riches, ces derniers sont plus heureux. On sait simplement qu'ils produisent plus que les autres. Si l'on veut savoir s'ils sont plus heureux, il faut regarder autre chose que le seul PIB.

Le PIB qui, à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, était l'instrument permettant de tout synthétiser, apparaît aujourd'hui différemment, et comme un instrument ne permettant plus de tout synthétiser. Il faut donc regarder d'autres éléments, à savoir, par exemple, les inégalités, qui sont extrêmement importantes.

En effet, lorsque l'on parle de distorsion de concurrence, de discrimination par les prix, de rente, il existe une rente évidente qui est celle de la personne un peu plus talentueuse que les autres, dans un système pas très concurrentiel, et qui lui permet de tout s'accaparer.

Pourquoi **Madonna** gagne-t-elle autant d'argent ? C'est une très bonne chanteuse, mais, dans ce cas, pourquoi **Mozart** ne gagnait-il pas beaucoup d'argent ? Ce n'était pourtant pas un mauvais compositeur !

La différence entre Madonna et Mozart, en supposant qu'ils produisent la même qualité de musique, ce qui est déjà une hypothèse, est que Madonna vit à l'heure de la télévision, des droits de propriété sur les disques, du marketing sur ces droits de propriété, éléments que Mozart ne connaissait pas.

Or, tous ces éléments sont, pour Madonna, des moyens de créer une distorsion de concurrence et de faire en sorte qu'elle s'accapare tout à la place de tout autre chanteur.

Cette distorsion de concurrence et cette capacité de capter une rente se traduit par une explosion des inégalités. Or, lorsque l'on regarde le PIB, la richesse de Madonna est comptée au même titre que la vôtre ou la mienne, mais, dans ce schéma, le fait qu'elle soit très riche est un peu une forme de dictature. Elle arrive à faire fabriquer des portraits d'elle-même et les personnes se sentent, d'une certaine manière, obligées de les acheter.

Vous avez passé l'âge d'être sensible à ces sirènes, mais il reste suffisamment de personnes sur cette planète, à commencer par vos enfants, qui sont sensibles à cette dictature et qui vont accepter de payer cher pour Madonna ou quelqu'un d'autre.

Quel est le résultat de tout ceci ? Lorsque l'on analyse les inégalités et que l'on enlève les revenus des nombreuses personnes comme Madonna, mais également les footballeurs, les basketteurs, les personnes de la finance, les grands PDG qui, de manière assez évidente, ont capturé les rentes, on arrive à une vision complètement différente !

Le graphique suivant est assez édifiant. Il a été construit pour les États-Unis et représente le revenu médian, à savoir le revenu séparant en deux les individus. Ainsi, la moitié des personnes gagnent moins ou plus que ce revenu. En l'occurrence, ce qui nous intéresse, c'est la moitié qui gagne moins.

Entre 1965 et 2005, hors inflation, le revenu médian augmente. Il y a donc bien, entre 1965 et 2005, une augmentation du niveau de vie, passant de 35 000 \$ à 46 000 \$ par an. Ces chiffres ne sont, bien évidemment, pas directement comparables à ceux d'autres pays.

Sur ce graphique vous avez des bandes grises, qui sont les périodes de récession de l'économie américaine pendant lesquelles le PIB diminue. Ainsi, il est très intéressant de noter, s'agissant de ce graphique, que, depuis 1965, l'économie américaine a connu peu de périodes de récession. S'agissant de l'évolution du revenu médian, il convient de noter que, souvent, en période de récession, il baisse, mais qu'il n'y a pas de réciprocity, à savoir que, lorsque le revenu médian baisse, il n'y a pas forcément de récession.

Que se passe-t-il dans ces périodes ? Le revenu médian baisse et le PIB moyen, lui, augmente. C'est la différence entre les riches, les très riches, les ultra-riches et le reste de la population. Si vous construisiez ce graphique, non pas pour le revenu médian, mais pour le revenu des neuf premiers déciles de la population, soit 90 % de la population, certaines personnes gagnant très bien leur vie et d'autres très mal, vous arriveriez à peu près au même graphique.

Aux États-Unis, si vous prenez le top 0,1 %, un millième de la population, soit à peu près 300 000 personnes, donc une population non négligeable restant une élite très particulière, dans les vingt dernières années, l'augmentation du revenu de ces 300 000 personnes a été telle que, si vous les enlevez, vous enlevez, en moyenne, un demi-point de croissance par an sur les vingt ans en question aux ménages américains.

Le simple fait de la croissance du revenu de ces 300 000 personnes donne l'illusion que les ménages américains se sont enrichis chaque année d'un demi-point par an. Lorsque vous savez que la croissance moyenne des revenus des ménages américains a été en gros d'un point par an, cela signifie que la moyenne s'explique uniquement par la moyenne de ces 300 000 personnes.

Les États-Unis sont un cas à part en la matière, mais assez spectaculaire.

Telles sont les raisons pour lesquelles il ne faut pas s'arrêter au seul indicateur du PIB et pour lesquelles il convient de compléter par la dimension des inégalités, car, en regardant ce qui se passe pour les neuf-dixièmes de la population ou la moitié, on peut, au fond, avoir une idée beaucoup plus précise de ce qui s'est passé dans l'économie et que l'on n'est pas dans une "économie de paillettes" dans laquelle on a l'impression que tout va toujours mieux, mais comme tout va toujours mieux simplement pour une toute petite partie de la population, cela ne dit rien de ce qui se passe pour les autres.

Cela ne signifie pas pour autant que cela se passe mal pour les autres. Si des personnes très riches s'achètent des Van Gogh pour des sommes incroyables, mais que cela ne change rien à nos vies, ce n'est pas très grave. Nous pouvons les laisser vivre.

Toutefois, que l'on nous explique que l'économie va bien, lorsqu'elle va mal pour neuf-dixièmes d'entre nous et que l'amélioration concerne simplement quelques millièmes d'entre nous, nous sommes en droit de dire que nous ne sommes pas d'accord avec cette manière de discuter et raisonner.

Un autre domaine d'intérêt a été abordé au sein de la Commission Stiglitz où nous aurions pu développer bien d'autres thèmes, car le travail est assez riche et parfois très affiné, à savoir, les questions de soutenabilité.

Nous sommes aujourd'hui, en particulier lorsque l'on regarde uniquement l'indicateur PIB, dans une posture assez terrible. En gros, nous sommes un peu comme ce ménage qui commence l'année avec un frigidaire et un garde-manger bien remplis, qui pioche dans ce frigidaire en se disant : "*Je consomme, donc je suis riche*". Ce ménage se compare à un autre ménage qui va au travail tous les jours, qui n'a pas de garde-manger bien rempli, mais qui gagne chaque jour les moyens de s'acheter ce qu'il consomme. Ce premier ménage se dit : "*Je suis aussi riche, mais je ne travaille pas et c'est pas mal*".

Nous sommes dans cette situation. Quel est le garde-manger dans lequel nous allons piocher ? Ce sont les poissons dans la mer, mais également l'état de la planète ou celui du climat. Il s'agit d'un garde-manger négatif, soit des dommages que nous ne réparons pas, alors que nous devrions car nous devons inévitablement, un jour, les réparer...

Il y a derrière exactement la même arithmétique et la même algèbre.

Il faut prendre en compte cette dimension. Comment le faire ? La théorie est assez simple : il faut passer du PIB au PIN (Produit intérieur Net) qui indique tout ce que nous avons pu "piquer" ou détruire dans notre garde-manger, et intégrer ces éléments.

Ainsi, si notre ménage consomme d'un côté et détruit son garde-manger de l'autre, il considérerait que l'opération est nulle et qu'il existe une grande différence entre lui et le ménage qui travaille, car son patrimoine total est en train de baisser, alors que celui du ménage qui travaille est constant.

Compter le net, c'est bien, mais, pour bien le compter, il nous faut réaliser une opération, à savoir donner une valeur à toute chose, comme au CO₂, aux poissons dans la mer, à l'état de la terre et aux conséquences de la pollution.

Il est compliqué de donner cette valeur, car elle représente ce que nous sommes disposés à abandonner en termes de qualité de vie sur la planète, en échange de ce que cela coûterait pour empêcher que cela se produise. Une valeur est une donnée subjective. Il n'existe pas de manière absolue de la définir.

Par exemple, s'agissant de la tonne de CO₂, on peut indiquer qu'elle vaut 17 € ou 60 €, car il s'agit du prix que cela coûte d'enfouir une tonne de CO₂ dans une centrale électrique, le réinjectant dans le sol. Mais on peut également considérer qu'elle vaut 1 000 €. Or, ce prix de 1 000 € n'est pas du tout invraisemblable, si l'on considère qu'un jour, l'augmentation des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère va provoquer, pour nos petits-enfants ou nos arrière-petits-enfants, une catastrophe tellement considérable que, dès aujourd'hui, cette tonne de CO₂ vaut très cher. Et, lorsque j'évoque un prix de 1 000 €, je pourrais également évoquer un prix de ∞ €.

Le prix derrière est considérable. Un exercice intéressant a été mené par la Banque mondiale. Il s'agit du *Genuine savings* qui consiste à recalculer la soutenabilité de chaque pays. Pour cela, il convient de calculer ce qui a été produit et ce qui a été détruit, donc les forêts détruites, le CO₂ émis, les autres pollutions, etc.

Cependant, ces imbéciles, car il s'agit vraiment d'un acte imbécile et comme il s'agit de la Banque mondiale, je le dis avec une immense liberté, ont pris pour prix de la tonne de CO₂ celui des marchés de CO₂ en Europe, soit 10 €. Conclusion, tous les pays sont sur une trajectoire soutenable !

Vous arrivez évidemment à ce résultat si vous comptez les émissions de tonnes de CO₂ à 10 €, ce qui est le prix révélé par le marché. On trouve que les marchés financiers ne fonctionnent pas très bien, mais, le marché du carbone, c'est comme une partie de Monopoly dont on utiliserait le résultat pour déterminer le prix de l'immobilier à Paris, en disant que la carte du Monopoly est la carte de Paris.

S'agissant du marché du carbone, on donne des "droits" de carbone gratuits à des personnes (les billets que l'on vous donne au début de la partie de Monopoly), on dit aux personnes de s'échanger du carbone (c'est ce qui se passe pendant la partie de Monopoly) et on regarde à la fin quel est le prix du carbone, soit, pour la partie de Monopoly évoquée, quel est le prix de l'immobilier à Paris à la fin.

Ce prix ne signifie absolument rien. Il s'agit simplement du nombre de "droits" de carbone gratuits donnés au départ et des règles du jeu derrière. Il ne donne aucune idée du prix du carbone en vrai, si tant est qu'il puisse être défini... La Banque mondiale a utilisé le prix du carbone "Monopoly" pour effectuer son calcul et conclure que le monde entier était soutenable.

Maintenant, si, au lieu de 10 €, on considérait le prix de la tonne de carbone à 100 €, soit un prix n'ayant rien d'in vraisemblable, sachant que l'on pourrait considérer mettre un prix plus important (la TIPP consiste à taxer la tonne de CO₂ de 230 €. Ainsi, d'un côté, on accepte, s'agissant de l'essence, une taxe de 230 €/la tonne de carbone, alors que, de l'autre côté, on discute pour savoir si c'est 14 € ou 17 €), à ce moment-là, on conclurait que la plupart des pays sont sur une trajectoire insoutenable.

Si on considérait 230 €, on conclurait que tous les pays sont sur une trajectoire insoutenable et, si on considérait 1 000 €, prix considéré par certains économistes comme beaucoup plus raisonnable, on serait dans une situation extrêmement grave et défavorable.

Déterminer ce prix est extrêmement compliqué, car on ne peut pas se reposer sur un marché, à supposer qu'il fonctionne. Or, vous avez vu l'exemple du marché financier qui ne fonctionne pas toujours. On est donc obligé de donner une valeur abstraite, théorique et sociale pour juger de ce qui se passe.

Tels sont les problèmes que pose aujourd'hui la construction d'indicateurs, par exemple, de soutenabilité, donc de richesse, et voilà également pourquoi il est important que les complexités de ce débat et des termes de toutes ces équations soient connues.

Aucun expert ne pourra vous indiquer que la tonne de carbone vaut tant ou tant et, s'il le fait, il faudra qu'il explique comment il est arrivé à tel ou tel prix.

Lorsque vous achetez un mètre carré à Paris, vous pouvez aller voir une agence immobilière pour demander le prix actuel. Les agents immobiliers vous donneront un prix qui ne sera pas trop éloigné de ce que vous serez obligés de payer si vous cherchez à acheter.

Les agents immobiliers pour la tonne de carbone n'existent pas et, pour connaître le prix de cette tonne de carbone, il faut élaborer un raisonnement beaucoup plus complexe, construit, ouvert à de nombreuses hypothèses, donc à des discussions et contestations. Ainsi, si chacun d'entre nous ne s'intéresse pas à la manière dont c'est fabriqué, personne ne comprendra ce que veulent dire les indicateurs et où nous allons, à savoir votre beau-frère est-il un feignant ou cherche-t-il effectivement du travail mais n'en trouve pas ?...

Je vous remercie de votre attention.